



LE SCFP UN BILAN POSITIF

REVUE DE L'ANNÉE 2010





TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Campagnes et action politique	2
Bureau national du SCFP	9
Le SCFP au pays	10
Renforcer les liens communautaires	12
Édifier la solidarité, réaliser des gains	16
L'avenir nous attend	20
Conseil exécutif national du SCFP	21

Le SCFP : Un bilan positif est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boulevard Saint-Laurent, Ottawa, ON, K1G 0Z7

©SCFP2011

Ce rapport est aussi accessible en ligne à SCFP.ca/bilanpositif

Imprimé sur du papier recyclé après consommation sans chlore à 25%, certifié par le Forest Stewardship Council.

Photos : Wanita Bates p.13; Joshua Berson p.20; Mary-Ellen Bertram p.1; Normand Binette p.6; Murray Bush p.15, 16 et 20; Glenna Casavechia p.14; Michel Chartrand p.2, 3 et 6; Pierre Ducasse p.4; ISP p.4; Trudy Janssens p.14, et 16; Don Jedic couverture, p.15 et 19; Jimmy Jeong couverture arrière, p.6, 16, 20 et 21; Dennis Magee p.20; Harminder Magon p.4 et 5; Liam Martin p.18; Marilyn Mikkelsen p.14, 15, 16 et 21; Keith Reynolds p.8; Ricky Romer p.12; Danielle Savoie deuxième de couverture, p.5 et 15; SCFP 375 p.18; SCFP 389 p.12; Beth Smillie p.7; Dave Smiley p.13; John Swansburg p.14; Syndicat des employés d'hôpitaux couverture, deuxième de couverture et p.8; Janet Szliske couverture et p.12; Roy Trim couverture, p.2 et 13.

ISSN 1916-5102



LE SCFP : UN BILAN POSITIF

Quel est ce bourdonnement que l'on entend? Ce sont les plus de 600 000 membres du SCFP qui sont à l'œuvre pour polliniser leurs communautés et semer à tout vent des idées et des activités qui favoriseront l'épanouissement de conditions de vie, de travail et de retraites meilleures et plus sûres.

Notre époque est remplie d'incertitudes et de défis. Mais en 2010, les membres du SCFP de tout le pays ont relevé ces défis et défendu leurs conventions collectives et les services si vitaux pour nos communautés. Ils ont fait profiter la collectivité de leurs compétences, comme à Port Alberni, où des bénévoles ont installé des conduites d'égout et d'eau potable au centre d'athlétisme. Ils se sont servis de leur voix pour débattre des mérites du public et du privé et ainsi sauver Énergie NB, Toronto Hydro et d'autres actifs publics précieux.

Unis, les membres ont résisté aux efforts déployés par les gouvernements de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec et de l'Ontario pour faire payer aux travailleurs du secteur public les coûts de la récession mondiale. Parfois, les négociations sont difficiles, mais jamais nous n'accepterons des lois qui restreignent notre droit à la libre négociation collective. En 2010, ce message a été clairement entendu.

Sur la scène nationale, nous avons organisé des rencontres avec des élus régionaux et locaux et des législateurs pour faire pression en faveur de l'une des plus importantes améliorations jamais apportée à une politique gouvernementale depuis des décennies – la bonification des prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec que touchent les Canadiens.

2010 a aussi été une année d'innovation. En effet, pendant les élections municipales, les sections locales ont essayé de nouvelles tactiques. Par exemple, à Winnipeg, en coalition avec des organisations communautaires qui s'opposaient à ce que la Ville confie à la multinationale Veolia les services de traitement des eaux usées, la section locale 500 du SCFP a organisé une assemblée publique « virtuelle » qui a permis à près de 25 000 personnes d'écouter un débat téléphonique sur l'enjeu. Pour leur part, les travailleurs municipaux d'Ottawa ont décidé de sensibiliser les candidats aux élections municipales en tenant un petit déjeuner de travail sur les PPP auquel ont participé plus de 30 candidats à la mairie et au conseil municipal.

À Québec, dans leur lutte contre la privatisation des services de collecte des ordures, les membres ont utilisé des méthodes éprouvées. Nos cols bleus ont passé dans les rues pour distribuer 100 000 dépliants expliquant les dangers de la privatisation.

Le bourdonnement du SCFP s'est fait entendre un peu partout en 2010 grâce notamment aux médias sociaux, où la présence du SCFP continue de grandir. Vous pouvez suivre « cupenat » sur Twitter ou devenir un ami du « Syndicat canadien de la fonction publique » sur Facebook.

Enfin, en 2010, notre syndicat a rendu hommage à certaines des abeilles les plus vaillantes de toutes nos ruches – nos délégués syndicaux. Pendant l'Année des délégués syndicaux, nous avons non seulement mis au point un nouveau programme de formation des délégués, mais nous avons aussi offert plus de 200 cours et ateliers à nos militants locaux. En tout, près



de 12 000 membres du SCFP ont suivi un cours ou un atelier d'éducation syndicale.

Si nous avons appris une chose en 2010, c'est que plus les défis s'accumulent, plus le bourdonnement du SCFP se fait entendre. Les activités dont rend compte le présent rapport continueront à se multiplier d'un bout à l'autre du pays, grâce à nos plus de 600 000 membres répartis dans 2400 sections locales, et grâce à nos quelque 900 membres du personnel travaillant dans plus de 68 bureaux dans toutes les régions. Notre syndicat, solide et uni, travaille pour nos collectivités.

Le président national, Le secrétaire-trésorier national,

Paul Moist *Claude Généreux*

Paul Moist

Claude Généreux

CAMPAGNES ET ACTION POLITIQUE

L'incertitude économique était l'arrière-plan de 2010. Le contexte a beaucoup changé pour les travailleurs et nous avons traversé l'une des récessions mondiales les plus tenaces et les plus difficiles depuis celle des années 1930. Les travailleurs sont devenus plus vulnérables aux taux de chômage élevés, aux faibles salaires et aux demandes de concessions au chapitre des régimes de retraite. Pourtant, pendant que les familles et les collectivités tentent de relever ces défis, les gouvernements se préparent à sabrer dans les services publics pour éponger les coûts du ralentissement économique.

Les objectifs du SCFP pour 2010 visaient surtout la défense des négociations collectives et la protection des services publics. Lorsque nous agissons pour défendre nos emplois et nos conventions collectives, nous agissons pour les services publics dont les Canadiens ont besoin – surtout pendant une récession.

Dans l'atteinte de ces objectifs, nous nous sommes efforcés de maintenir la force du syndicat, en commençant par les sections locales, et nous avons décrété que 2010 était l'Année des délégués syndicaux en reconnaissance du rôle critique que ces membres jouent dans l'édification d'un syndicat fort et de lieux de travail sains.

Nous avons continué à nous opposer à la privatisation sous toutes ses formes – des partenariats public-privé (PPP) à grande échelle à la sous-traitance. Les

membres du SCFP ont fait de grands pas au cours de la dernière année dans la lutte contre les PPP.

Le SCFP a aussi organisé des activités syndicales et publiques sur les soins de longue durée partout au pays. Les participants étaient des membres du syndicat, des personnes âgées, des militants de coalitions de la santé, des élus et d'autres personnes préoccupées par la situation des soins de longue durée en établissement au Canada. Nous avons discuté des causes des graves problèmes de qualité et d'accessibilité dans le secteur et des solutions possibles.

Le SCFP a joué un rôle de leadership dans la campagne menée par le Congrès du travail du Canada en faveur de revenus de retraite suffisants pour tous les Canadiens. Nous avons rencontré des leaders politiques et des fonctionnaires de tout le Canada. Il faut se rappeler que plus de 11 millions de travailleurs canadiens, dont quelque 30 pour cent membres du SCFP, n'ont aucun régime de retraite au travail. C'est en doublant les prestations du Régime de pensions du Canada (RPC) pour nos personnes âgées les plus pauvres que nous pourrions assurer une retraite sûre à tous les Canadiens. Cette lutte est importante et nous la poursuivons en 2011.

La sécurité économique est un aspect important de notre travail, mais l'égalité et l'inclusion le sont tout autant. En juin 2010, le Conseil exécutif national (CEN) a adopté à l'unanimité le nouveau Code de conduite, un document qui veille à ce que les activités organisées au SCFP soient accueillantes et sûres pour tous les membres. Le Code met en lumière les droits et obligations inscrits dans les statuts nationaux du SCFP, l'Énoncé sur l'égalité et les lois sur les droits de la personne applicables. Il prévoit également un processus de traitement







des plaintes pour comportement inapproprié. Le Code sera en vigueur à toutes les activités organisées par le SCFP national.

Les journées *Retour à Batoche* sont un événement annuel que tiennent les Métis depuis le milieu des années 1880. Après de nombreuses rencontres productives avec la Nation Métis de la Saskatchewan, le SCFP, en collaboration avec le conseil autochtone, a signé une entente de partenariat avec les Métis pendant les journées *Retour à Batoche* tenues en Saskatchewan. Le SCFP s'est engagé à être un modèle de syndicat accueillant pour ses membres autochtones.

Entre travailleurs, le monde du SCFP ne connaît pas de frontières. Lorsqu'un tremblement de terre dévastateur a frappé Haïti, le SCFP a immédiatement donné 100 000 \$ en aide d'urgence, en plus des contributions des divisions provinciales. En outre, le SCFP s'est engagé à fournir un soutien concret aux syndicats haïtiens sur le terrain, notamment à son syndicat affilié, la Confédération des travailleurs des secteurs public et privé (CTSP).

Le SCFP a joué un rôle de chef de file dans le groupe de travail international sur Haïti formé par l'Internationale des Services Publics (ISP) — l'organisation mondiale qui regroupe les travailleurs du secteur public du monde. Le SCFP, avec l'appui d'autres affiliés de l'ISP au Canada, travaillera avec la CTSP à la reconstruction des bureaux du syndicat en 2011.

Défendre les droits des travailleurs, d'un bout à l'autre du pays

Travaillant en collaboration avec le personnel national et grâce à l'appui financier du Conseil exécutif national, les sections locales et les régions du SCFP ont connu de nombreux succès.

En 2010, le SCFP-T.-N.-L. est devenu la première division à assurer l'égalité hommes-femmes à son conseil exécutif. Les délégués au congrès de la division ont adopté une modification aux statuts prévoyant que si un homme est élu à la présidence, la vice-présidence doit être occupée par une femme. La modification

stipule également qu'au moins un des trois postes de direction de l'exécutif doit être occupé par une femme.

Le SCFP-N.-É. continue aussi de lutter contre les PPP et sa détermination et ses efforts portent fruits. Dans un rapport publié en février 2010, le vérificateur général de la province dénonçait le recours aux fonds publics pour financer des écoles en PPP, précisant qu'il était impossible de savoir si les services payés par la province avaient effectivement été rendus. Il a aussi affirmé que le ministère de l'Éducation manquait à son devoir à l'égard des contribuables et des étudiants qu'il doit servir.

Le SCFP-N.-É. et son partenaire de coalition *Turn on the Tap and Ditch the Bottle* (Ouvrez le robinet et oubliez la bouteille) ont remporté une victoire majeure lorsque le gouvernement provincial s'est engagé à interdire la vente d'eau embouteillée dans les édifices provinciaux. La Nouvelle-Écosse est la première province à prendre de telles mesures dans cet important enjeu environnemental.

Les journées Retour à Batoche sont un événement annuel que tiennent les Métis depuis le milieu des années 1880.



En mars, le SCFP-Î.-P.-É. a organisé son premier sommet sur les salaires pour mobiliser ses membres et riposter collectivement à une vague de politiques de gel salarial et protéger la libre négociation collective. Le sommet a été tenu, en partie, en réaction au gel salarial de deux ans imposé par le premier ministre de l'Î.-P.-É. Robert Ghiz aux députés et aux hauts fonctionnaires. Les participants au sommet se sont préparés aux défis à venir à la table de négociation et ont discuté des moyens à prendre pour protéger leur droit de négocier librement et collectivement leurs contrats de travail.

Au Nouveau-Brunswick, les travailleurs d'hôpitaux de la section locale 1252 du SCFP ont amorcé une campagne provinciale intitulée *Le temps est venu* pour inviter le gouvernement provincial à collaborer à la recherche de solutions aux problèmes de retraite. Bien avant la crise économique, la section locale 1252 du SCFP avait entamé des discussions avec le gouvernement provincial sur la recapitalisation de son régime de retraite. Depuis plus de deux ans, le gouvernement se traîne les pieds dans ce dossier. La section locale poursuit ses efforts de lobbying avec le gouvernement provincial nouvellement élu.

Des régimes de retraite à l'énergie publique, les Néo-Brunswickois ont entendu l'opinion du SCFP. En mars, après des mois de tollé général, le gouvernement provincial a succombé à la pression et renoncé à vendre Énergie NB, une société publique. Cette vente aurait coûté très cher au Nouveau-Brunswick. La campagne menée par le SCFP-N.-B., *Ne vendez pas Énergie NB*, a connu un vif succès. Les membres ont participé en très grands nombres aux activités organisées pour

s'opposer à la vente de leur société d'État. Le SCFP a aidé à former une coalition de groupes syndicaux et communautaires pour empêcher la vente de cet actif public. En plus de défendre la propriété publique de nos ressources naturelles, la campagne a renforcé nos liens avec les groupes communautaires.

En Ontario, une lutte semblable se préparait à Toronto Hydro. La section locale 1 du SCFP, qui représente les travailleurs de Toronto Hydro, a redynamisé la Coalition ontarienne de l'électricité, une large organisation de groupes syndicaux, communautaires et environnementaux. La coalition a fait pression avec succès sur le Conseil municipal de Toronto, qui a adopté une motion réaffirmant son engagement à conserver le caractère public de Toronto Hydro. La section locale 1 du SCFP a aussi formé de nombreux membres militants qui ont ensuite participé aux élections municipales de l'automne en assistant à des assemblées et à des débats et en faisant du porte-à-porte dans les quartiers.

Entre-temps, les travailleurs municipaux et les fonctionnaires de la Ville de Peterborough, ont lutté ensemble pour garder publics les services de collecte des ordures ménagères. La Ville avait demandé à un expert-conseil de préparer un rapport sur les travaux publics. Celui-ci recommandait une grande restructuration et l'impartition des services. La section locale 504 du SCFP a collaboré avec l'économiste du syndicat pour étudier le rapport, analyser les modèles d'établissement des coûts et fournir des données sur les coûts comparatifs avant de rencontrer les dirigeants de la Ville. Ensemble, les deux parties se sont efforcées de déterminer les éléments où de réelles économies



Trois affiches différentes pour la campagne Montréal, fais une ville de toi!

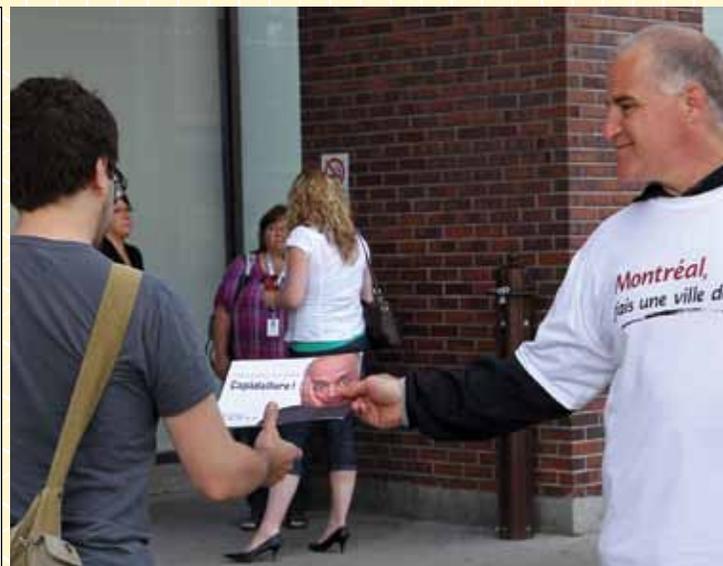
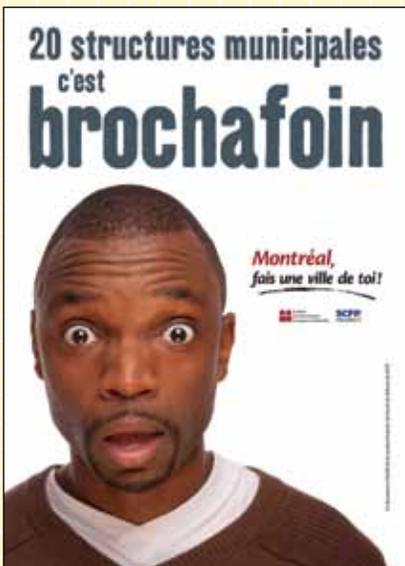
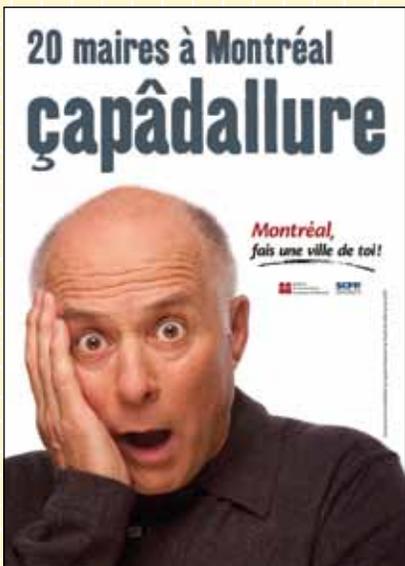
pouvaient être réalisées. Résultat : une excellente optimisation des ressources, l'amélioration de la qualité des services et des relations positives entre la Ville et ses travailleurs.

Partout dans la province, les travailleurs des soins de santé et des services sociaux communautaires ont agi pour protéger les services et s'opposer aux compressions et à la privatisation. À Kingston, un combat s'est amorcé lorsque les travailleurs d'hôpitaux membres de la section locale 1974 du SCFP ont lancé une campagne pour empêcher l'hôpital général de Kingston de sous-traiter ses services internes d'alimentation à Compass Group, une multinationale britannique qui fabrique des repas à la « TV dinner » dans une usine de la région de Toronto. La section locale 1974 du SCFP s'est mobilisée, avec d'autres groupes communautaires, et a produit une publicité télé et un site Web, en plus d'organiser un

rassemblement pour montrer que la nourriture locale est meilleure pour les patients.

Au Québec, la campagne d'opposition à la privatisation des services de collecte des ordures ménagères s'est retrouvée sur les ondes grâce à une mordante publicité radio. Les cols bleus de la Ville de Québec, représentés par la section locale 1638 du SCFP, ont distribué 100 000 dépliant pour informer les résidents des dangers de la sous-traitance des services de collecte des ordures à des entreprises privées. La campagne a connu un excellent succès médiatique.

Des milliers de cols blancs de Montréal en ont eu assez de la fragmentation de la plus grande ville du Québec. En avril, la section locale 429 du SCFP a lancé une grande campagne publicitaire intitulée *Montréal, fais une ville de toi!* Deux publicités radio ont été





diffusées dans la région de Montréal pendant plusieurs semaines et 500 autobus de Montréal ont arboré trois affiches différentes. Au cours de la deuxième phase de la campagne, les affiches sont apparues dans le métro, sur des panneaux-réclame et dans les journaux. Des centaines de milliers de dépliants ont aussi été distribués aux résidents de la ville. La troisième phase de la campagne était une pétition demandant des modifications à la charte de la ville.

Le SCFP-Manitoba a appuyé plus de 1500 travailleuses des services sociaux et des services de garde à l'enfance, dont beaucoup sont sous-payées et ne reçoivent que peu ou pas d'avantages sociaux, en lançant la campagne RESPECT. Les efforts déployés ont permis d'accroître l'appui de la population et le financement des organismes de services sociaux et de garde à l'enfance de toute la province. Des rencontres avec des ministres et avec des dirigeants d'organismes de services sociaux, ainsi que par la présentation d'une nouvelle vidéo intitulée *So Much With So Little: Who Cares for the Caregivers?* (Tout ça pour si peu : qui s'occupe des soignants?) ont contribué au succès de cette campagne.

Le maire et le conseil municipal de Winnipeg négocièrent derrière des portes closes une entente de 30 ans avec la multinationale française Veolia pour la conception, la construction et l'exploitation partielle de la mise à niveau de l'usine publique de traitement des eaux usées. En réponse, le SCFP a organisé la toute première assemblée publique virtuelle du Manitoba pour faire connaître à la population ce contrat. Des experts de toute l'Amérique du Nord se sont joints à des militants de Winnipeg dans le cadre d'un appel qui a été transmis à 100 000 ménages de Winnipeg. De ce nombre, près de 25 000 ont décidé de rester pour en savoir plus sur le contrat. L'assemblée publique virtuelle était une première pour le SCFP et s'est avérée un moyen innovateur et efficace pour faire passer le message sur un enjeu important.

Des citoyens engagés ont bravé une brise arctique à Saskatoon le 10 décembre, date de la Journée internationale des droits de l'homme, pour exprimer leur appui à Abousfian Abdelrazik. En 2003, M. Abdelrazik a été arrêté au Soudan à la demande du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS); il a par la suite été battu et torturé. Enfin libéré et lavé de tout soupçon, ses nombreuses tentatives pour rentrer chez lui à Montréal ont été bloquées par les fonctionnaires canadiens.

Le gouvernement Harper maintient les sanctions 1267 de l'ONU contre M. Abdelrazik, même si celui-ci n'a jamais été accusé d'aucun crime. Tant le SCRS que la GRC ont déclaré publiquement n'avoir aucune preuve contre lui. Les sanctions 1267 – qui empêchent M. Abdelrazik de travailler et de détenir un compte



bancaire – sont d'une durée indéterminée. Les personnes inscrites sur la liste 1267 n'ont pas droit à une audience, ce qui constitue une violation flagrante de la *Charte canadienne* et du droit international.

À Regina, les membres du SCFP forment plus des deux tiers des 3900 travailleurs syndiqués qui veulent sauver le régime de retraite municipal de Regina – un régime à prestations déterminées menacé par un sérieux manque de capitalisation. Plusieurs sections locales du SCFP ont entrepris une campagne de membres à membres, organisé des assemblées, écrit des lettres et tenu des séances de questions et réponses pour susciter l'appui à cette lutte en cours.

Les travailleuses des soins de longue durée de la région de Calgary ont recueilli plus de 2600 cartes postales signées pour demander au premier ministre de l'Alberta, Ed Stelmach, de respecter ses promesses électorales et de créer 600 nouveaux lits de soins de longue durée. Les membres de la section locale 8 du SCFP ont rassemblé les signatures et présenté les cartes postales au chef du NPD de l'Alberta afin qu'il les dépose à la législature. La section locale soutient que le manque de lits a mené à des placements inappropriés qui menacent la santé des personnes âgées.

En Colombie-Britannique, le SCFP est un commanditaire clé de la campagne *Living Wage* (Salaire de subsistance) qui sensibilise les gens à la pauvreté et au coût de la vie dans la province. La campagne pour établir des taux minimums de salaires de subsistance (environ 18 \$ de l'heure à Vancouver et 16 \$ à Victoria) s'est



intensifiée dans les collectivités locales grâce à l'appui du Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH), la division des services de santé du SCFP dans la province.

Le SEH a aussi remporté deux causes types relatives à l'accès à l'information en 2010. En réponse aux demandes d'accès à l'information déposées par le SEH-SCFP en 2007, le bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée a émis deux ordonnances distinctes obligeant les régies de la santé de la province à publier tous les détails des contrats de privatisation des services d'entretien, de nutrition et de buanderie. Les décisions jetteront une lumière nouvelle sur le coût de la privatisation sans précédent des services de santé et d'autres services publics en Colombie-Britannique.

La protection de l'eau publique a été un enjeu majeur en Colombie-Britannique. Les membres du SCFP ont obtenu trois victoires marquantes pour protéger leur eau.

D'abord, à Vancouver, neuf ans après que la pression communautaire eut bloqué des mesures de privatisation de l'eau, la nouvelle usine de traitement de l'eau potable de la ville a ouvert ses portes en 2010 et est fière de fournir la meilleure eau du monde. En juin 2001, la décision de garder publique l'usine de filtration de Seymour Capilano avait été une grande victoire dans la lutte nationale du SCFP contre la privatisation. Le SCFP s'était mobilisé sur le terrain pour faire de la sensibilisation avec ses alliés communautaires, dont le Conseil des Canadiens.



Ensuite, la nouvelle usine de traitement des eaux usées de Whistler a été prête à temps pour les Olympiques de 2010, faisant ainsi mentir ceux qui prétendaient que le secteur public était incapable de construire dans le respect des délais et des budgets. L'usine, dont l'exploitation est publique, est parmi les plus modernes au Canada. Après un intense débat local et un processus de pétitions, la collectivité avait rejeté un projet de partenariat public-privé en 2006. Le système primé, qui offre des capacités de compostage et d'échange thermique, fournit maintenant du chauffage et de la climatisation à un quartier de 2200 résidents.

Enfin, la campagne du SCFP en faveur du traitement public des égouts dans le Grand Victoria s'est soldée par une grande victoire au printemps. Malgré les pressions intenses du gouvernement provincial, fortement en faveur de la privatisation, les élus locaux ont adopté

un plan qui assure la prestation publique du traitement des égouts et de la récupération des ressources.

En somme, que ce soit pour garder publique la meilleure eau du monde ou pour défendre la libre négociation collective, les membres du SCFP de la Colombie-Britannique ont été très occupés. Au début de 2010, la campagne « Fortifier nos collectivités » du SCFP-C.-B. est passée à grande vitesse après l'adoption, par le gouvernement libéral de Gordon Campbell, de la loi 21 (la Loi sur les conventions collectives des services ambulanciers) qui impose de nouvelles conditions de travail aux 3500 ambulanciers paramédicaux de la province.

Toutes les campagnes et initiatives décrites ci-dessus ont été appuyées, élaborées et financées en partenariat avec le SCFP national.

BUREAU NATIONAL DU SCFP

DIRECTIONS	ACTIVITÉS
Bureau du président national	Cette année, le président national du SCFP Paul Moist s'est rendu dans 27 localités. Il a assisté à 37 activités du SCFP et à 23 autres activités syndicales, ainsi que de nombreuses réunions. Le Bureau du président national l'aide à assumer ses responsabilités en tant que principal porte-parole du syndicat, à hausser la visibilité du SCFP en consolidant les relations avec d'autres groupes et à diriger l'élaboration des politiques.
Bureau du secrétaire-trésorier national	Le Bureau du secrétaire-trésorier national s'occupe de la planification et des activités quotidiennes en matière de finances et d'administration du SCFP. En tant que secrétaire-trésorier national, Claude Généreux a assuré la solidité des finances du SCFP en dépit du ralentissement économique.
Direction des services nationaux	Ce bureau coordonne et supervise le travail des services des communications, de l'égalité, des affaires juridiques, de la recherche, de l'évaluation des emplois et de la santé-sécurité, ainsi que le travail en matière de solidarité internationale, d'analyse économique et de lutte à la privatisation.
Service des communications	Fournit des conseils consultatifs et stratégiques, de même que des services directs de communication aux dirigeants nationaux du SCFP et aux autres services et, par l'entremise des directions régionales, aux divisions, aux régions et aux sections locales du SCFP. Il donne aussi son avis sur les campagnes à frais partagés.
Service de l'égalité	Conseille le SCFP et les comités régionaux sur des enjeux propres aux femmes, aux travailleurs de couleur, aux autochtones et aux handicapés, ainsi qu'aux lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et transsexuels (LGBT). Le Service aide les comités à fournir des conseils à leurs exécutifs en matière d'égalité et à agir sur les scènes nationale, régionale et locale.
Service des affaires juridiques	Fournit des conseils, de l'aide et une représentation juridiques aux sections locales, aux membres et au personnel du SCFP pour les arbitrages et les audiences des conseils du travail et des tribunaux.
Service de la recherche, de l'évaluation des emplois et de la santé-sécurité	Le SCFP est doté du plus important service de recherche syndicale au Canada. Il fournit des analyses et des conseils d'experts sur un large éventail d'enjeux qui touchent nos membres, en plus d'offrir aux membres les ressources nécessaires pour prévenir et éliminer les dangers au travail.
Direction de l'organisation et des services régionaux	Coordonne le recrutement de nouveaux membres. Supervise le travail des conseillers syndicaux du SCFP et fournit des services aux sections locales et aux membres du SCFP.
Direction du développement syndical	Offre un vaste choix de cours et d'ateliers qui aident les membres du SCFP à acquérir les connaissances, les compétences et la confiance nécessaires pour améliorer les milieux de travail et la société.
Direction des finances et de l'administration	Supervise le budget des activités du SCFP, qui s'élevait à 158 millions de dollars en 2010. La Direction supervise également la Caisse nationale de défense du syndicat, qui était dotée de 7,7 millions de dollars en 2010, et la Caisse nationale de grève dont l'actif s'établit à environ 43 millions de dollars. Quant au Service des ressources humaines, il s'occupe de tout ce qui a trait aux relations avec le personnel, notamment l'embauchage et les relations avec les syndicats du personnel. Pour sa part, l'Unité de technologie conçoit et entretient les systèmes de technologie de l'information du SCFP national.

LE SCFP AU PAYS

Colombie-Britannique

- Le SCFP compte presque 125 000 membres en Colombie-Britannique.
- Principaux secteurs : santé, municipalités, éducation (maternelle à la 12^e année), bibliothèques, enseignement postsecondaire, ambulanciers paramédicaux, services sociaux, transports en commun et transport aérien.
- En 2010, 2470 membres ont suivi 149 cours offerts par le développement syndical.

Alberta

- Plus de 33 000 membres du SCFP sont répartis dans 106 sections locales partout en Alberta.
- Principaux secteurs : municipalités, divisions scolaires, soins de longue durée et transport aérien.
- Le développement syndical a offert 36 cours en 2010 à 405 membres participants.

Saskatchewan

- Le SCFP compte 166 conventions collectives et plus de 28 000 membres en Saskatchewan.
- Principaux secteurs : santé, éducation (maternelle à la 12^e année), municipalités, universités, bibliothèques et organismes communautaires.
- Près de 600 membres ont participé à 43 cours offerts par le développement syndical en 2010.

• Bureaux du SCFP au Canada





Manitoba

- Le SCFP représente plus de 26 000 membres au Manitoba, où l'on trouve 102 sections locales.
- Principaux secteurs : établissements de santé, municipalités, divisions scolaires, services sociaux, garderies, électricité et éducation postsecondaire.
- Plus de 830 membres ont participé à 36 cours offerts par le développement syndical.

Ontario

- Il y a plus de 240 000 membres répartis dans presque 700 sections locales en Ontario.
- Principaux secteurs : santé, municipalités, conseils scolaires, universités, services sociaux et transport aérien.
- En 2010, le développement syndical a offert 266 cours à plus de 3600 participants.

Nouvelle-Écosse

- En Nouvelle-Écosse, près de 18 000 travailleurs sont membres du SCFP. La province compte 122 sections locales.
- Principaux secteurs : conseils scolaires, santé, soins de longue durée, soins communautaires et primaires, voiries, universités, municipalités, services sociaux et garderies.
- En 2010, le développement syndical a enseigné 53 cours à 780 participants.

Québec

- Le SCFP compte plus de 109 000 membres répartis dans 739 unités de négociation au Québec.
- Principaux secteurs : municipalités, santé et services sociaux, énergie, universités, éducation, communications, transport en commun, sociétés et organismes d'État, secteurs mixtes et transport aérien.
- En tout, 204 cours ont été donnés à 2938 participants en 2010.

Île-du-Prince-Édouard

- Plus de 2400 membres forment 34 unités de négociation du SCFP à l'Île-du-Prince-Édouard.
- Principaux secteurs : santé, éducation, municipalités et universités.
- Près de 100 participants ont assisté à huit cours offerts par le développement syndical en 2010.

Nouveau-Brunswick

- Le SCFP compte plus de 24 000 membres dans 178 sections locales au Nouveau-Brunswick.
- Principaux secteurs : santé, éducation, foyers de soins infirmiers, services sociaux, transports et municipalités.
- Le développement syndical a offert 37 cours auxquels ont participé 462 membres en 2010.

Terre-Neuve

- Le SCFP a plus de 6000 membres à Terre-Neuve, répartis dans 44 sections locales.
- Principaux secteurs : municipalités, santé, conseils scolaires, universités, bibliothèques, logement, garderies et services sociaux.
- Le développement syndical a offert 12 cours à plus de 100 étudiants en 2010.

RENFORCER LES LIENS COMMUNAUTAIRES



Les plus de 600 000 membres du SCFP de toutes les régions du pays ne sont pas seulement des travailleurs du secteur public; ils jouent aussi un rôle actif dans leurs communautés. Qu'il s'agisse de créer un groupe sans but lucratif qui met à profit les compétences du personnel des services d'urgence partout dans le monde, ou de trouver du financement pour un refuge local de femmes victimes de violence, les membres du SCFP et leurs sections locales s'efforcent de rendre leurs communautés plus dynamiques. Voici quelques exemples de ce qu'ont réalisé nos membres et nos sections locales dans leurs communautés en 2010.

D'un bout à l'autre du pays, les sections locales du SCFP ont donné de l'argent par l'entremise de subventions et de bourses d'études pour aider les étudiants à accéder à l'éducation postsecondaire. Des sections locales de Blairemore en Alberta, de Yorkton en Saskatchewan, de Selkirk au Manitoba, de Port Elgin en Ontario, et d'innombrables autres localités ont commandité des prix lors des remises de diplômes. Beaucoup le font chaque année. Ce n'est qu'un autre exemple du soutien qu'apportent les sections locales du SCFP à leurs collectivités.

En Colombie-Britannique, les travailleurs du centre communautaire de Delbrook, membres de la section locale 389 du SCFP, ont composté les déchets de la petite cuisine du personnel et d'une cuisine publique, ce qui a permis de détourner plus de 1000 livres d'ordures

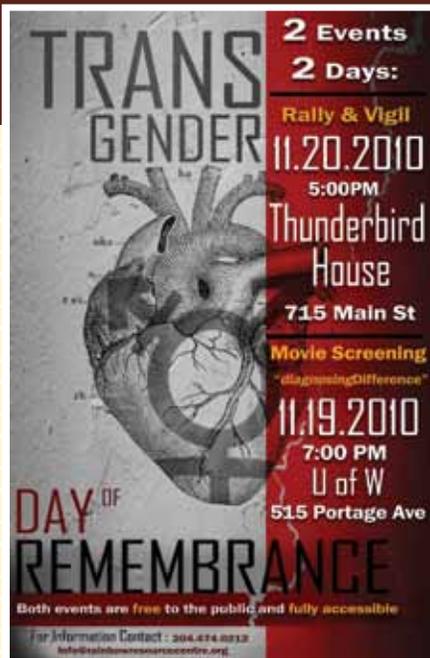
du site d'enfouissement. Ils ont utilisé le compost pour cultiver un jardin, qui a produit plus de 85 livres de légumes dont ont profité des personnes dans le besoin de North Vancouver.

Qu'il s'agisse d'un jardin communautaire ou de l'amélioration à la sécurité dans les zones scolaires, les membres du SCFP renforce les liens communautaires

Les membres de la section locale 403 du SCFP de la ville de Langley ont commandité la compétition des sauveteurs de la vallée du Fraser et ont remis un trophée du SCFP à l'équipe gagnante. Les membres ont convenu que c'était un excellent moyen de créer des liens avec la communauté et de transmettre aux jeunes une image positive du syndicat. Treize équipes de la province ont participé à la compétition.

Les travailleurs municipaux de Port Alberni en Colombie-Britannique, membres de la section locale 118 du SCFP, ont une longue tradition d'engagement communautaire. La saison dernière, la section locale a commandité la première partie de hockey de la saison Junior A des Bulldogs d'Alberni Valley. Cette année, les membres ont donné 72 heures de bénévolat pour aider à mettre à niveau l'infrastructure d'égout et de distribution d'eau potable du centre d'athlétisme. Les membres de la section locale 118 du SCFP ont aussi remis 1000 \$ au navire de la garde côtière auxiliaire de Port Alberni.

Pour la huitième année de suite, la section locale 290 du SCFP à Lethbridge, Alberta a pris la tête d'une initiative visant à ramasser des chaussettes chaudes pour les œuvres de bienfaisance locales. Gail Petrie, membre du SCFP à la retraite, a dirigé la campagne, qui



a permis de recueillir près de 36 000 paires de bas dans les années précédentes. Les chaussettes sont ramassées par le personnel, les étudiants et les parents des écoles de trois districts scolaires locaux.

Imaginez la surprise de deux cols bleus de la ville d'Edmonton, membres de la section locale 30 du SCFP, lorsqu'ils se sont retrouvés au cœur d'une fièvre médiatique après avoir découvert des os de dinosaures. En août, Aaron Krywiak et Ryley Paul creusaient à l'aide d'un marteau perforateur à 30 mètres sous la rue dans Edmonton ouest, lorsque Krywiak a vu un objet briller : c'était la dent d'un *Albertosaurus* de 70 millions d'années.

Des étudiants et animateurs du cours d'une semaine de 2010 du SCFP-Alberta ne se sont pas contentés d'étudier le mode de règlement des griefs et l'action politique, ils ont aussi recueilli plus de 1100 \$ qu'ils ont remis au refuge d'urgence pour femmes du centre de l'Alberta.

À Winnipeg, la campagne RESPECT du SCFP-Manitoba a aidé les membres de la section locale 2343 du SCFP de Sage House à célébrer la Journée internationale de commémoration pour les transgenres, le 20 novembre. La journée vise à sensibiliser les gens à la violence vécue par les personnes transidentifiées et aux obstacles qu'elles doivent surmonter. Chaque année, le SCFP-Manitoba recueille de l'argent pour l'oncologie pédiatrique. En 2010, les membres ont présenté un chèque de 20 000 \$ et au cours des 13 dernières années, c'est plus de 100 000 \$ que le SCFP-Manitoba a amassé pour l'unité de traitement du cancer chez les enfants.

Angela Connors, bénévole et coordonnatrice des événements spéciaux à la Central Neighbourhood House et membre de la section locale 4308 du SCFP, a reçu le Prix des affaires autochtones de la Ville de Toronto pour son travail d'organisatrice d'événements et son rôle de chef de file dans la communauté autochtone. Entre autres, M^{me} Connors a contribué à la création du complexe de logements pour autochtones Reva Jewell, qui ouvrira ses portes en 2011, en plus de participer aux luttes pour l'eau, notamment pour mieux connaître les conséquences de l'empoisonnement au mercure pour la Première Nation Grassy Narrows. Ojibway du clan des castors de la Première Nation Saugeen, Angela Connors est membre du conseil autochtone du SCFP-Ontario.

Rahul Singh, ambulancier paramédical de Toronto et membre de la section locale 416 du SCFP, est l'une des 100 personnes les plus influentes de 2010 nommées par le magazine *TIME*. Rahul Singh a fondé GlobalMedic, une organisation d'aide humanitaire formée d'ambulanciers paramédicaux, de policiers et de pompiers qui offrent des services de secours et de purification de l'eau dans des pays frappés par un désastre. Des équipes se sont



rendues dans des pays comme l'Irak et le Sri Lanka à la demande des Nations Unies pour y former des ambulanciers paramédicaux, offrir de l'aide et appuyer des projets comme l'élimination de mines terrestres.

Au sud de Toronto, à Windsor, les membres des sections locales 82 et 543 du SCFP se sont regroupés pour aider une organisation qui les avait appuyés dans des moments difficiles. Les deux sections locales ont remis à la société Centraide du comté de Windsor-Essex un chèque de 38 348 \$ en janvier. En mai, le SCFP a donné 10 000 \$ aux banques alimentaires de la région de Windsor.

Dans la région de l'Atlantique, les membres de la section locale 1860 du SCFP, employés de la Société de logement de Terre-Neuve, se sont associés à l'organisation communautaire Choices for Youth pour offrir son programme *Train for Trades* (Formation aux métiers). Le groupe communautaire travaille avec des jeunes qui sont à risque et qui font face à des barrières à l'emploi. Les membres de la section locale ont appuyé l'idée à l'unanimité et ont contribué à offrir aux jeunes une précieuse expérience.



En Nouvelle-Écosse, Liz Paris, vice-présidente à l'égalité du SCFP, poursuit sa lutte contre le racisme, tout comme l'avait fait sa cousine lointaine Viola Desmond en 1946. M^{me} Desmond, qui avait été emprisonnée parce qu'elle avait refusé de s'asseoir à un balcon réservé aux noirs dans un cinéma, a été réhabilitée 64 ans plus tard par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse. C'est avec le même esprit de lutte et la même détermination que Liz Paris et sa famille organisent la *Course contre le racisme* dans le comté de Pictou, en Nouvelle-Écosse.

Les brigadiers scolaires de la Nouvelle-Écosse, membres de la section locale 4814 du SCFP, sont déterminés à obliger les automobilistes à ralentir et à être prudents dans les zones scolaires. Ils ont rencontré le ministre provincial des Transports pour faire valoir leurs préoccupations et offrir des suggestions pour améliorer la sécurité dans les zones scolaires. Grâce à leurs efforts, le nouveau programme de signalisation de la province rappelle aux chauffeurs qu'ils s'exposent à des amendes salées s'ils font de la vitesse dans les zones scolaires.

Mais que ce soit au travail ou dans nos communautés, ce sont nos délégués syndicaux qui sont parmi les plus actifs.

Depuis plus de 40 ans, Eric David est membre de la section locale 336 du SCFP à Selkirk, au Manitoba. Il a été délégué syndical pendant 15 de ces années. Eric se souvient de nombreux événements gratifiants qui

sont survenus au cours de ses années comme délégué syndical, mais le plus remarquable demeure la négociation du rapatriement dans l'unité de négociation de cinq postes de gardiennage qui avaient été sous-traités. M. David aime partager ce qu'il a appris au fil des ans avec des membres plus jeunes du SCFP, qu'il encourage à suivre la même formation afin qu'ils puissent eux aussi un jour offrir leur appui à leurs collègues.

En Colombie-Britannique, Pat Taylor affirme que le rôle le plus important du délégué syndical est de résoudre les problèmes de manière raisonnable. Pat Taylor a déjà aidé un membre à obtenir une semaine additionnelle de vacances parce que l'employeur avait mal compté l'accumulation de ses jours de congé. M^{me} Taylor a déposé un grief, mais c'est la lecture et l'étude de la feuille de paie qui a permis de l'emporter dans ce cas-ci. Un autre membre a été forcé de signer une entente de retraite anticipée. Elle ne pouvait pas se permettre de prendre sa retraite et a demandé de l'aide. Pat Taylor a constaté que la travailleuse avait signé sous la contrainte, a demandé une rencontre avec le service des ressources humaines et a fait révoquer l'entente de retraite. Depuis, la travailleuse appelle toujours Pat son « petit ange ».

Wendy Kennedy est déléguée syndicale de la section locale 4777 du SCFP depuis trois ans. Elle travaille au service de l'alimentation de Pineview Terrace Lodge à Prince Albert. Que ce soit pour appuyer un rassemblement visant à conserver les horaires de 12 heures pour le département des soins infirmiers de son établissement de soins de longue durée, ou pour affronter l'employeur afin de faire valoir un grief au nom d'un membre, on peut toujours compter sur Wendy. À l'extérieur du travail, Wendy joue aussi un rôle actif

dans sa communauté, qu'il s'agisse d'aider à organiser des activités de financement ou de faire du bénévolat à des événements locaux.

Le vétéran Serge Mathon, technicien en télécommunications chez Hydro-Québec (section locale 957 du SCFP) à Trois-Rivières, a eu une carrière bien remplie à titre de militant syndical. Embauché sur les grands chantiers de construction de la Baie James en 1977, il a siégé au comité régional de santé-sécurité, ainsi qu'au comité provincial de négociation. À la veille de sa retraite, il a été délégué syndical pendant trois ans. Son expérience, son dévouement et sa compétence ont grandement contribué à faire avancer de nombreux dossiers.

Nikki Sheppard est déléguée syndicale en chef de la section locale 905 du SCFP, unité 19 – à la municipalité régionale de York, en Ontario. Nikki travaille pour la municipalité depuis dix ans et est déléguée syndicale depuis neuf ans. En septembre, elle a été élue déléguée syndicale en chef de son unité. Le militantisme syndical est inscrit dans ses gènes – sa mère était déléguée syndicale et son mari est président de son unité. Pour Nikki, le rôle de déléguée syndicale est immensément gratifiant car il permet d'aider d'autres membres qui pensent souvent qu'ils n'ont pas de voix. Nikki a aussi écrit un manuel – *Le manuel du délégué syndical du SCFP* – pour les délégués syndicaux de la section locale 905 du SCFP. L'ouvrage de 20 pages présente un bref historique des syndicats au Canada, une description du Conseil des relations de travail de l'Ontario et de la *Loi sur les normes en emploi*, et un guide sur le rôle des délégués syndicaux.





ÉDIFIER LA SOLIDARITÉ, RÉALISER DES GAINS

Au SCFP, il ne fait aucun doute que notre force repose sur nos membres. Servir nos membres est le fondement même de notre travail, que ce soit pour aider une petite section locale à négocier sa première convention collective ou pour appuyer des grévistes au piquet de grève. Nous voyons les négociations collectives sous divers angles – nous négocions des conventions pour nos membres afin de leur assurer une meilleure qualité de vie, des salaires suffisants, la dignité à la retraite et la santé et la sécurité au travail. En tout, 1766 sections locales étaient à la table de négociation cette année, ce qui représente environ la moitié de l'ensemble de nos conventions collectives.

Le Conseil exécutif national (CEN) a approuvé 92 campagnes à frais partagés en 2010, pour un montant total de 2 713 780,39 \$ destiné aux sections locales et aux divisions. Le CEN a aussi approuvé 18 campagnes pour éviter la grève, accordant 756 641,95 \$ pour aider les sections locales aux prises avec des négociations difficiles. Seules six sections locales du SCFP ont dû faire du piquetage en 2010. La grève la plus courte a duré à peine deux heures! L'arrêt de travail le plus long est le lock-out des employés municipaux de Madawaska, au Nouveau-Brunswick, qui sont aux piquets de grève depuis plus de six mois.

La Direction de l'organisation et des services régionaux du SCFP coordonne le recrutement de nouveaux membres. Son personnel supervise le travail de centaines de conseillers syndicaux et de spécialistes qui offrent des services aux sections locales et aux membres du SCFP. En 2010, le SCFP a syndiqué 5941 nouveaux membres dans 82 nouvelles unités de négociation.

Le SCFP est le plus grand syndicat du Canada. Il compte plus de 2400 sections locales et gère 3900 conventions collectives.

Le syndicat national sait que pour protéger les droits des travailleurs, il faut négocier des conventions collectives, faire de la sensibilisation grâce à des campagnes menées au travail, descendre dans la rue pour défendre des acquis durement gagnés et même avoir recours aux tribunaux pour assurer la protection de ces droits d'une importance considérable pour le syndicat. Le CEN du SCFP a approuvé 82 demandes d'aide juridique des sections locales et des divisions en 2010, pour un total de 2 383 743,34 \$ en aide financière accordée par le syndicat national. Ces causes, d'une grande importance pour une section locale ou pour un secteur, pouvaient être



des examens judiciaires, des recours collectifs, des contestations judiciaires ou des demandes devant les tribunaux des droits de la personne.

Voici quelques faits saillants des négociations menées au pays et des gains en matière de recrutement.

Le personnel du Conseil provincial des ressources bibliothécaires et d'information de Terre-Neuve, membres de la section locale 2329 du SCFP, ont réalisé des gains importants lorsque le conseil provincial des relations de travail a jugé que 135 bibliothécaires substitués deviendraient membres de l'unité de négociation. La section locale représente maintenant plus de 300 bibliothécaires au service des bibliothèques publiques communautaires de toute la province.

Aux tables de négociations, les sections locales du SCFP-T.-N.-L. ont réalisé d'immenses gains en 2010. Les sections locales municipales 569 et 2099 du SCFP ont toutes deux négocié des conventions collectives de quatre ans, avec des hausses salariales de 16 pour cent et 17 pour cent respectivement. La section locale 569-01 du SCFP a aussi réussi à négocier une nouvelle entente de quatre ans, avec des augmentations de 16 pour cent.

En Nouvelle-Écosse, les régimes de retraite étaient au haut de la liste des priorités de négociation. La section locale 2618 du SCFP de Kings County a décroché une nouvelle convention collective qui prévoit l'adhésion des membres au Régime de retraite multisectoriel du SCFP. Ces régimes de retraite interentreprise créatifs permettent à des groupes de travailleurs moins nombreux de mieux contrôler et bonifier leur revenu de retraite.

Les efforts de recrutement se poursuivent en Nouvelle-Écosse. La division a syndiqué quatre foyers de soins infirmiers et un atelier communautaire. Trois des quatre foyers de soins infirmiers et l'atelier communautaire ont signé leur première convention collective en novembre.

Un important règlement remporté par 3500 travailleurs de foyers de soins infirmiers de la province prévoit la parité salariale avec leurs collègues des soins primaires. Les négociations ont été dures, mais les négociateurs ont pu obtenir plus d'argent à la table pour conclure le règlement.

À l'Île-du-Prince-Édouard, le SCFP veut être reconnu comme l'agent de négociation des travailleurs suppléants du secteur de l'éducation. Ces suppléants incluent les aide-enseignants, les travailleurs des services à la jeunesse, les enseignants, les chauffeurs d'autobus, les concierges, les préposés au nettoyage et les adjoints administratifs. Le SCFP négocie une entente avec l'employeur pour huit de ces groupes afin que les nouveaux membres soient inclus dans des sections locales existantes.

Après trois années de collaboration, les travailleurs de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard (UPEI), membres des sections locales 1870 et 501 du SCFP, de la section locale 1432 de la FIOE et de l'Association des professeurs de l'UPEI, ont persuadé le conseil d'administration de l'UPEI de modifier le régime de retraite de l'université. Les syndicats ont dû faire preuve d'une détermination implacable pour réussir à convaincre l'employeur qu'ils avaient le droit de négocier les régimes de retraite. Ce niveau de coopération entre tous les groupes syndiqués du campus était sans précédent.





Au Nouveau-Brunswick, 2010 a marqué la fin d'une longue bataille en faveur du droit d'association des travailleurs occasionnels. En juin, le SCFP-N.-B. a accueilli presque 5000 d'entre eux dans ses rangs.

Le Conseil des syndicats de foyers de soins infirmiers du Nouveau-Brunswick (CSFSINB) a remporté une grande victoire en signant une convention collective de quatre ans. Le contrat accorde aux membres la parité salariale avec les travailleurs d'hôpitaux qui offrent des services similaires dans la province. Plusieurs sections locales provinciales ont aussi ratifié de nouvelles conventions et obtenu des gains pour leurs membres, malgré la politique de gel salarial du gouvernement. Les membres des sections locales 1418 (réadaptation et thérapie), 1840 (sténographes judiciaires), 1190 (manœuvres et hommes de métier) et 1253 (Conseil des syndicats des districts scolaires du N.-B.) du SCFP ont tous renouvelé leur convention collective en 2010.

Au Québec, le SCFP a aussi accueilli de nouveaux membres dans ses rangs. En septembre, les chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval (STL) ont choisi d'adhérer au SCFP. Le résultat du vote a été sans équivoque – 89 pour cent d'entre eux ont choisi le SCFP.

Environ 900 débardeurs du Port de Montréal ont brillamment navigué à travers un lock-out qui leur avait été imposé en juillet par l'Association des employeurs maritimes. Sans contrat de travail depuis décembre 2008, les débardeurs – membres de la section locale 375 du SCFP – ont été forcés de quitter le travail pendant cinq jours lorsque les employeurs ont fermé le port. À une assemblée tenue le 23 juillet, environ 700 d'entre eux ont voté à l'unanimité en faveur d'un protocole de retour au travail. Vers la fin du mois, les débardeurs ont voté à 94 pour cent en faveur de la nouvelle convention collective.

Au Québec, le SCFP comptait environ 30 000 membres au sein du Front commun, un regroupement de travailleurs des secteurs public et parapublic. En mars, plus de 75 000 membres du Front commun ont organisé une immense manifestation en faveur d'un règlement négocié plutôt qu'imposé par une loi. En juillet, le Front commun a signé un accord de principe avec le gouvernement du Québec. L'accord a été ratifié par environ 95 pour cent des sections locales du SCFP.

Le syndicat des travailleurs municipaux de Montréal (Syndicat des cols bleus regroupés) a signé une nouvelle

convention collective pour ses quelque 5000 travailleurs manuels. La convention donne à la section locale presque tout ce qu'elle demandait.

Dans le secteur universitaire québécois, la plupart de nos sections locales ont terminé en 2010 le processus enclenché par la *Loi sur l'équité salariale*. Des milliers d'employés de soutien – dont la majorité sont des femmes – ont obtenu une hausse de leur taux horaire, en plus de recevoir des rajustements rétroactifs à 2001 avec intérêt légal. Aussi, dans le secteur municipal, la section locale 429 du SCFP a finalisé le plus imposant programme d'équité salariale au Québec, avec près de 4500 cols blancs qui obtiennent des ajustements. Par ailleurs, des centaines de membres d'autres sections locales du Québec vont eux aussi obtenir des redressements d'équité salariale. Toutes ces démarches ont exigé des travaux colossaux et débouchent sur des gains considérables pour l'égalité.

Après une longue lutte, les membres de la section locale 1750 du SCFP de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) de l'Ontario ont réussi à rapatrier à l'interne les services de réadaptation profession-

nelle, qui font partie du programme de réintégration au marché du travail (RMT). La section locale a pu démontrer que ses membres pouvaient fournir des services plus rapidement que l'entreprise privée retenue pour faire le travail.

En signant une entente historique avec le Conseil scolaire du district catholique de Windsor-Essex, la section locale 1358-02 du SCFP a assuré la mise en œuvre du nouveau Programme d'apprentissage des jeunes enfants (PAJE). L'entente assure un cadre pour intégrer les éducatrices de la petite enfance à la convention collective existante du conseil. En Ontario, le SCFP veut être le syndicat de choix pour des milliers d'aides au PAJE.

Lorsque vous êtes chargé de cours et que vous voulez adhérer à un syndicat, vers qui vous tournez-vous? Pour les 233 chargés de cours de l'Université Laurentienne, c'est à la section locale 895 du SCFP qu'ils ont fait appel pour améliorer leurs conditions de travail et rémunération.

En Saskatchewan, le SCFP a réagi aux tentatives du gouvernement Wall pour sous-traiter des chirurgies à des entreprises privées à but lucratif en organisant une campagne de sensibilisation aux effets néfastes de la privatisation des soins de santé. Intitulée *Privatization: the wrong direction for patients* (La privatisation, un mauvais choix pour les patients), la campagne comprenait une publicité télé et un site Web pour promouvoir des solutions publiques aux délais d'attente en chirurgie. Combinée à une décision arbitrale qui appuyait la position du SCFP, la campagne a réussi à contrer bon nombre des arguments du gouvernement au sujet des économies et de la diminution des temps d'attente.

En juin, 100 agents de bord de Canadian North Airline sont devenus membres du SCFP. Les agents de bord, dont les bases sont à Edmonton et à Calgary, avaient d'abord négocié avec leur employeur en tant qu'association indépendante. Le SCFP veillera à ce que ces membres puissent faire leur travail en toute sécurité et obtiennent de meilleures conditions de travail.

Les membres du SCFP obtiennent d'importantes bonifications à leurs conventions collectives.

Sept sections locales du SCFP de l'Alberta, représentant les employés des soins de longue durée à des établissements d'Extensicare, ont conclu une longue ronde de négociations collectives qui a abouti à la fusion de leurs contrats en une seule convention provinciale. La nouvelle entente prévoit une augmentation des congés annuels et l'équité salariale avec les taux provinciaux en vigueur pour diverses catégories dans les foyers de soins infirmiers. Les membres ont aussi obtenu d'importants gains financiers, certaines catégories recevant des hausses salariales de 26 pour cent au cours des trois années de l'entente.

Les membres de la section locale 15 du SCFP du Conseil scolaire de Vancouver (VSB) ont conclu une entente en vertu de laquelle 55 000 \$ seront versés à plus de 20 membres à qui l'on avait refusé le supplément pour congé de maternité. Le syndicat a soutenu que les employées travaillant dix mois devaient toucher des suppléments de salaire pour les mois d'été.

Le Conseil des présidents du secteur de la maternelle à la 12^e année du SCFP-C.-B. coordonne les négociations de 55 sections locales depuis sa formation,



en septembre 2009. Le Conseil a élaboré un ensemble de propositions communes, en plus de créer un site Web pour améliorer la coordination et la sensibilisation au travail accompli par les 26 000 membres du secteur de la maternelle à la 12^e année.

Dans un contexte de gels salariaux, de privatisation et de restructuration à l'échelle de la province, le Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH) du SCFP a négocié un contrat de deux ans qui prévoit les hausses salariales souhaitées, des dispositions relatives à l'adaptation au marché du travail et la protection des avantages sociaux pour plus de 40 000 travailleurs des hôpitaux et des soins de longue durée de la Colombie-Britannique.

Plus de 2500 nouveaux membres se sont joints au SEH-SCFP au cours des deux dernières années. La plupart de ces nouveaux membres travaillent dans le secteur des soins de longue durée et attendent du SEH-SCFP qu'il les aide à lutter pour obtenir de meilleures conditions de travail dans un secteur où la sous-traitance et la privatisation foisonnent grâce aux politiques des libéraux de la Colombie-Britannique.

L'AVENIR NOUS ATTEND

Il ne fait aucun doute que les membres du SCFP devront relever d'importants défis en 2011. Près des deux tiers de nos conventions collectives, qui régissent des centaines de milliers de membres, seront renégociées cette année. Aux tables de négociations, nous serons toujours aux prises avec les pressions exercées par les employeurs et les gouvernements dans un contexte de faible reprise économique. Et nous devons continuer de résister aux efforts déployés pour faire porter aux travailleurs du secteur public l'odieux du ralentissement économique mondial et leur faire payer le prix des mauvaises conditions économiques causées par la cupidité des dirigeants de grandes entreprises internationales.

Nous discuterons d'un éventail d'enjeux de taille à nos congrès régionaux et à notre congrès national de 2011, ainsi qu'aux centaines d'assemblées de sections locales qui ont lieu chaque semaine. C'est dans le cadre de ces forums que nous élaborerons les stratégies

qui nous permettront de conserver nos gains ou d'en obtenir d'autres dans les négociations et de protéger les précieux services publics comme la santé et l'eau.

Nous miserons sur les fondations établies l'an dernier, et au fil des années précédentes, que ce soit au travail, aux tables de négociations ou dans nos communautés.

En 2010, nous avons lutté contre la privatisation. Nous nous sommes efforcés de disséquer des accords de commerce comme celui qui se négocie entre le Canada et l'Union européenne et nous avons soulevé l'opinion publique contre des projets qui menacent nos services et nos ressources comme l'eau publique.

Le SCFP a été à l'avant-plan de la campagne pour bonifier le Régime de pensions du Canada afin que les Canadiens puissent compter sur une plus grande sécurité à la retraite. Et nos membres ont défendu avec vigueur la mise en œuvre d'une réforme de la santé pour mieux répondre aux besoins des Canadiens.

De la scène fédérale au niveau local, le SCFP sera présent pour défendre les membres au travail, négocier de nouvelles conventions collectives et offrir toute une série d'ateliers et de cours par l'entremise de son programme d'éducation syndicale.

Notre syndicat ne connaît pas de frontières. Nous sommes solidaires de nos consœurs et confrères du monde entier. Le travail que nous accomplissons en Haïti, en Birmanie, en Afrique du Sud et en Colombie continue, et notre participation aux importantes réalisations de l'Internationale des Services Publics consolide notre défense des services publics ici au pays.



En 2011, nous continuerons à faire pression pour obtenir des salaires équitables pour les travailleurs. Ensemble, forts de plus de 600 000 membres, nous partagerons nos luttes et nous célébrerons nos victoires.



CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL DU SCFP

Président national

Paul Moist

Secrétaire-trésorier national

Claude Généreux

Vice-présidente et vice-présidents généraux

Daniel Légère

Lucie Levasseur

Fred Hahn

Tom Graham

Barry O'Neill

Vice-présidentes et vice-présidents régionaux

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Wayne Lucas

NOUVELLE-ÉCOSSE

Danny Cavanagh

NOUVEAU-BRUNSWICK

Sandy Harding

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Milo Murray

QUÉBEC

Charles Fleury

Nathalie Stringer

ONTARIO

Michael Hurley

Candace Rennick

NORD DE L'ONTARIO

Henri Giroux

MANITOBA

Mike Davidson

SASKATCHEWAN

Judy Henley

ALBERTA

Dennis Mol

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Mark Hancock

Ken Robinson

Vice-présidente et vice-président de la diversité

Yolanda McClean

Brian Barron



SCFP / *Syndicat canadien
de la fonction publique*

1375, boulevard Saint-Laurent
Ottawa, ON K1G 0Z7
613.237.1590
scfp.ca

